

COMMUNAUTE de COMMUNES COMMERCEY VO
CONSEIL COMMUNAUTAIRE du 19 DECEMBRE 2022

Envoyé en préfecture le 03/01/2023

Reçu en préfecture le 03/01/2023

Affiché le

ID : 055-200066157-20221219-129_2022-DE

Objet : Protocole et convention d'indemnisation –Centre aquatique Aqua Mosa

L'an deux mille vingt-deux, le dix-neuf décembre, à vingt heures trente, les Délégués des communes adhérentes à la Communauté de Communes Commercey Void Vaucouleurs, convoqués le douze décembre deux mille vingt-deux, selon les règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales, se sont réunis à Vaucouleurs

Etaient présents :

Bovée-sur-Barboure : LEROUX Dominique ; **Boviolles** : LIGIER Jean-Pierre ; **Brixey-aux-Chanoines** : TRAMBLOY Jean-Marie ; **Burey-en-Vaux** : CAUMIREY Dominique ; **Burey-La-Côte** : LANGARD Jean-Michel ; **Chalaines** : URIOT Patrick *suppléant de KERCRET Brigitte* ; **Champougny** : VINCENT Éric ; **Chonville-Malaumont** : LANterne Bruno ; **Cousances les Triconville** : BIZARD Michel ; **Dagonville** : WENTZ Dominique ; **Épiez-sur-Meuse** : ANTOINE Fabienne ; **Erneville-Aux-Bois** : FOURNIER Catherine ; **Euville** : FERIOLI Alain, GIRON Marcel, HERY Joël, SOLTANI Denis ; **Goussaincourt** : BISSINGER Michel ; **Laneuville-au-Rupt** : FURLAN Jacques ; **Lérrouville** : HUMBERT Jean-Claude, VIZOT Alain ; **Marson-sur-Barboure** : PETITJEAN Joël ; **Mélny-le-Grand** : WAGNER Dominique ; **Mélny-le-Petit** : DUVAL Didier ; **Ménil-La-Horgne** : EL HOR Abdellah *suppléant de KAISER Claude* ; **Montbras** : MAGRON Philippe ; **Naives-En-Blois** : VAUTHIER Daniel ; **Nançois-Le-Grand** : ORBION Mathieu *suppléant de SCHMITT Robert* ; **Neuville-les-Vaucouleurs** : TIRLICIEN Alain ; **Ourches-sur-Meuse** : ANDRE Séverine *suppléante de GUILLAUME Jean-Louis* ; **Pagny-la-Blanche-Côte** : ROUVENACH Daniel ; **Pagny-sur-Meuse** : MAGNETTE Jean-Marc, PAGLIARI Armand ; **Reffroy** : LECLERC Francis ; **Saint-Aubin-sur-Aire** : BEAUSEIGNEUR Hugues ; **Saint-Germain-sur-Meuse** : POTIER Rémi ; **Saulvaux** : ETIENNE Gilles ; **Sepvigny** : MARCHAND Éric ; **Taillancourt** : MAZELIN François ; **Troussey** : GUILLAUME Alain ; **Ugny-sur-Meuse** : FIGEL Régis ; **Vaucouleurs** : GEOFFROY Alain, FAVE Francis, HOCQUART Clothilde ; **Void-Vacon** : GAUCHER Alain ROCHON Sylvie, THIRY Nathalie

Absents : **Boncourt-sur-Meuse** : LARDÉ Philippe ; **Broussey en Blois** : BELMONT Stéphanie ; **Chalaines** : KERCRET Brigitte ; **Commercey** : BARREY Patrick, CAHU Gérard, DELAMARCHE Carole, GENARD Angélique, GENIN Jessica, GUCKERT Olivier, KIEFER Sandrine, LEFEVRE Jérôme, LEMOINE Olivier, MARCHAND Martine, REYRE Benoit, ROCHAT Philippe, SACCHIERO Laëticia, THIRIOT Elise ; **Grimaucourt-Près-Sampigny** : FILLION Jean-Charles ; **Lérrouville** : PORTEU Brigitte ; **Maxey-sur-Vaise** : CARDOT Julien ; **Mécrin** : MOUSTY Michel ; **Ménil-La-Horgne** : KAISER Claude ; **Montigny-les-Vaucouleurs** : NAJOTTE Sylvie ; **Nançois-Le-Grand** : SCHMITT Robert ; **Ourches-sur-Meuse** : GUILLAUME Jean-Louis ; **Pont-sur-Meuse** : GRUYER Reynald ; **Rigny-la-Salle** : LOUIS Séverine ; **Rigny-Saint-Martin** : POIRSON Éliane ; **Sauvigny** : HENRY Jean Luc ; **Sauvoy** : MASSON Sophie ; **Sorcy-Saint-Martin** : MARTIN Franck, KOUDLANSKY Sophie ; **Vadonville** : AGULLO Anthony ; **Vaucouleurs** : DI RISIO Ghislaine, GUERILLOT Virginie ; **Vignot** : MILLOT Nicolas, LECLERC Madeleine, SINAMA POUJOLLE David ; **Villeroy-sur-Méholle** : LAURENT Eddy ; **Void-Vacon** : JOUANNEAU Olivier ; **Willeroncourt** : LAFROGNE Nicolas

Pouvoirs ont été donnés à :

LIGIER Jean-Pierre de REYRE Benoît, ROCHON Sylvie de JOUANNEAU Olivier, LANterne Bruno de KIEFER Sandrine, VIZOT Alain de PORTEU Brigitte, ETIENNE Gilles de BELMONT Stéphanie, GEOFFROY Alain de DI RISIO Ghislaine,

Secrétaire de séance :

Nombre de membres en exercice : 83

Nombre de membres présents : 46

Nombre de pouvoirs : 6

Nombre de suffrages exprimés : 48

VOTES : Pour : 47 - Contre : 1 – Abstention : 4

19/12/2022 Délibération n° 129 -2022

- Protocole d'indemnisation - COVID

Le protocole proposé a pour objet de verser au Déléataire une indemnité afin de prendre en compte l'impact économique et financier de la période pendant laquelle l'exploitation du centre aquatique Aqua Mosa a été perturbée, s'étendant du 05 juillet au 31 décembre 2021, du fait des mesures de restriction d'accueil du public imposées par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus covid-19.

Lors de l'ouverture au public, la crise sanitaire était toujours en cours et un certain nombre de mesures ayant pour effet de restreindre les capacités d'accueil du centre aquatique étaient également toujours en vigueur.

Ainsi :

- Le décret n°2021-724 du 7 juin 2021 autorisant la réouverture des ERP de type X (catégorie à laquelle appartient le centre aquatique Aqua Mosa) à tous les publics dans la limite de 50% de la capacité d'accueil de l'établissement à compter du 9 juin 2021 et dans le respect des gestes barrières et des règles de distanciation sociale ;
- Le décret n° 2021-955 du 19 juillet 2021 imposant pour les établissements qui accueillent au moins 50 personnes, que l'accueil des usagers soit conditionné à la présentation d'un passe dit « sanitaire » constitué soit par un justificatif de statut vaccinal soit par le résultat d'un test de dépistage virologique ne concluant pas à une contamination par la Covid-19 soit par un certificat de rétablissement.

La crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 et des mesures prises par le Gouvernement afin de lutter contre sa propagation constituent une situation d'imprévision au sens de la jurisprudence administrative et au sens de l'article L.6 3° du Code de la commande publique. *« 3° Lorsque survient un évènement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, le cocontractant, qui en poursuit l'exécution, a droit à une indemnité »*

C'est dans ce contexte que le protocole proposé a pour objet de matérialiser l'indemnisation du Déléataire, et plus largement de traiter toutes les conséquences financières de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid-19 et des mesures prises par le Gouvernement afin de lutter contre sa propagation sur l'exercice 2021.

Afin de limiter l'impact économique et financier sur l'économie générale de la délégation, le Déléataire a entrepris plusieurs actions, notamment auprès de l'État avec la mise en place du chômage partiel de ses salariés et prises les mesures nécessaires afin de limiter les charges d'exploitation de la délégation (réduction des consommations énergétiques, entretien/maintenance...).

Le Déléataire a fait état d'une perte de recettes en raison des mesures de restriction d'accueil.

Compte tenu de la volonté des parties de procéder à une juste appréciation de l'indemnité d'imprévision au titre de l'année 2021 (05 juillet – 31 décembre), le détail des différentes charges et recettes nécessaires à sa fixation a été étudié et il est proposé une indemnisation globale et forfaitaire d'un montant de 40 000 euros.

• Convention d'indemnisation – dysfonctionnement

Envoyé en préfecture le 03/01/2023

Reçu en préfecture le 03/01/2023

Affiché le

ID : 055-200066157-20221219-129_2022-DE

Lors de la signature du contrat de DSP, le centre aquatique Aqua Mosa était en construction sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de communes. Le Déléataire n'a pas participé aux opérations de conception et de construction, le contrat de DSP précisant que le centre aquatique devait être mis à disposition du Déléataire prêt à être exploité.

L'ouverture du centre aquatique au public est intervenue le 05 juillet 2021.

Plusieurs dysfonctionnements ont impacté l'exploitation du centre aquatique AQUA MOSA par le Déléataire :

1° L'absence de fonctionnement, du 05 juillet 2021 au 02 mars 2022, de la chaudière bois devant servir à l'approvisionnement en chaleur du centre aquatique, entraînant une surconsommation de gaz par le Déléataire par rapport aux cibles de consommations ayant servi à l'établissement de son compte d'exploitation prévisionnel sur la base d'un fonctionnement normal de cette chaudière et donc sur une mixité bois/gaz ;

2° Les préconisations du DOE des bassins qui sont incompatibles avec la technologie de fabrication du chlorure mise en place lors de la construction du centre aquatique, contraignant le Déléataire à faire des apports d'eau quotidien afin de respecter le seuil de chlorure maximum préconisé dans le DOE des bassins et venant au surplus des volumes de consommations liés à l'exploitation normale du centre aquatique.

Ces dysfonctionnements trouvent exclusivement leur origine dans des défauts de conception et de construction.

Conformément à l'article 36 du contrat de DSP, le Déléant, maître d'ouvrage des travaux de construction du centre aquatique, garantit le Déléataire contre les surcoûts subis du fait d'un défaut de conception et de construction.

Au regard des bilans présentés, il est proposé de verser au délégataire une somme globale et forfaitaire d'un montant de 100 000 euros (cent mille euros).

Après exposé du Président et après avoir délibéré,

Le Conseil Communautaire, à la majorité (1 contre, 4 abstentions), **AUTORISE** le Président à signer avec le délégataire du centre aquatique Aqua Mosa la société Action Développement Loisir le protocole d'indemnisation présenté relatif au COVID et la convention d'indemnisation présentée relative aux dysfonctionnements constatés à l'ouverture du centre aquatique et trouvant exclusivement leur origine dans des défauts de conception et de construction.

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an susdit.

Pour extrait conforme et attestation du caractère exécutoire.

Le Président

Francis LECLERC



Date de convocation : 12/12/2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.